

VERTRAULICH
CONFIDENTIEL

Dies ist eine chiffrierte Meldung. An Dritte, d.h. ausserhalb der Bundesverwaltung dürfen Angaben über den Inhalt nur in Form von Auszügen erfolgen. Weiterleitungen per Fax dürfen nur innerhalb des 61-er Netzes gemacht werden.



11. Dez. 1991 8 15

Bundesamt für Aussenwirtschaft			
No.			
EE			
R 11. DEZ. 1991			
Kopie an			

PARIS 10.12.91 1620 U R G E N T

00451 HHHHH

POUR: DFEP/OFAEE, AMBASSADEUR P.-L. GIRARD

COPIE: - DFAE: - SERVICE ECONOMIQUE ET FINANCIER
- DIVISION POLITIQUE I
- DFAE/DFEP: BUREAU DE L'INTEGRATION
- DFEP/OFAEE: - SECRETARIAT SE BLANKART
- SERVICE GATT
- SERVICE PAYS LIBRE-ECHANGE
- DFEP, OFFICE FEDERAL DE L'AGRICULTURE

COPIE TRANSMISE DIRECTEMENT PAR RADIO/DATA CARE:
- MISSION SUISSE AUPRES DES CE, BRUXELLES
- DELEGATION SUISSE PRES L'AELE ET LE GATT, GENEVE
- DELEGATION OCDE, PARIS
- AMBASSADE DE SUISSE: BONN, LONDRES, OTTAWA, ROME, TOKYO, WASHINGTON

URUGUAY-ROUND APPRECIATION FRANCAISE

ENTRETIEN D. MARTINELLI AVEC G. MOULIN (M), SOUS-DIRECTEUR RESPONSABLE AFFAIRES MULTILATERALES A LA DREE.

LES REUNIONS DE LA SEMAINE DERNIERE A BRUXELLES (ZOELLIK + KATZ) ET DU WEEK-END A WASHINGTON (MAC SHARRY) N'ONT PAS PERMIS UN ACCORD AVEC LES ETATS-UNIS. CES ENTRETIENS SONT REPRESENTATIFS DE LA VOLONTE DE LA CCE D'ALLER TRES LOIN DANS LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION, SANS AVOIR L'ASSURANCE QUE LES ETATS MEMBRES LA SUIVRONT. SELON M, LA CCE BRADE PARFOIS LES INTERETS DES ETATS MEMBRES, ELLE AURAIT MEME ESQUISSE LA POSSIBILITE DE LIMITES QUANTITATIVES AUX EXPORTATIONS CE ET D'UN ACCES MINIMUM AU MARCHÉ CE, CE QUE LA FRANCE REFUSERA TOUJOURS.

MALGRE LE FAIT QUE LES RELATIONS ENTRE LA CCE ET LES ETATS-UNIS SOIENT PLUTOT BONNES ET MALGRE LA DISPONIBILITE DE LA CCE, UN ACCORD N'A PAS ETE POSSIBLE.

LA FRANCE S'OPPOSERA A L'INSTAURATION DES LIMITES QUANTITATIVES AUX EXPORTATIONS. LA NEGOCIATION PORTE SUR LES "EXPORT SUBSIDIES" ET NON PAS SUR UN PARTAGE DU MONDE DANS LE DOMAINE CEREALIER ET LAITIER.

ORIGINAL GING AN: BAWI + IB
KOPIEN GINGEN AN: OFAG / F

10.12.91 17.30H - 0 - ZA



LE GOUVERNEMENT FRANCAIS RESTE CONVAINCU DE LA NECESSITE D'UN SUCCES RAPIDE DE L'URUGUAY ROUND MAIS LES DEMANDES AMERICAINES SONT EXORBITANTES.

DEMANDER COMME LE FONT LES ETATS-UNIS QUE LA CE LIMITE SES EXPORTATIONS DE CEREALES VERS LES PAYS TIERS A 10 MIO DE TONNES PAR AN (REQUETE DEJA PRESENTEE AU CONGRES LORS DE L'ADOPTION DU FAST TRACK) ALORS QUE LES EXPORTATIONS ACTUELLES SONT DE 20 MIO DE T. N'A PAS DE SENS.

LA FRANCE EST PAR AILLEURS FAVORABLE A LA TARIFICATION GENERALE ET SANS EXCEPTIONS A CONDITION QUE: LE WAIVER AMERICAIN SOIT SUPPRIME, QUE LES VARIATIONS MONETAIRES ET SAISONNIERES YGFIENT

PRISES EN COMPTE (ELEMENT CORRECTEUR) ET QU'IL Y AIT REEQUILIBRAGE.

M CONFIE QUE LA THESE SUISSE SUR LA TARIFICATION EST SOUTENUE PAR DES DEMARCHES INSISTANTES DU JAPON.

MALGRE QUE LES RECENTES CONVERSATIONS CCE-ETATS-UNIS AIENT ETE CONSACREES EXCLUSIVEMENT A L'AGRICULTURE LES POINTS DE BLOCAGE DANS LES AUTRES SECTEURS DEMEURENT (CF. PAR EX. SUBVENTIONS, AUDIOVISUEL, ETC). DEPUIS PARIS IL N'Y A PAS LE SENTIMENT QU'IL Y AIT A WASHINGTON LA VOLONTE DE LES LEVER. A MOINS D'UN MIRACLE, POSSIBLE MAIS PAR NATURE ALEATOIRE, L'EVOLUTION RADICALE DE LA POSITION AMERICAINE REND DIFFICILE D'IMAGINER UNE PLATEFORME D'ACCORD A BREVE ECHEANCE.

LE DOSSIER GATT SERA ABORDE LE 11.-12.12. PAR LE CONSEIL AGRICOLE ET LE 16.12. PAR LE CONSEIL AFFAIRES ETRANGERES DE LA CE.
JAGMETTI +

AMBASUISSE